



UN AN D'ACTION POUR PLUS D'ÉGALITÉ

Rapport d'activités 2021



Sommaire

NOS THÉMATIQUES D'ACTION	3
LES « TROIS JUSTICES »	4
2021, une année bouleversante Construire de la confiance, du collectif ; raccommoder les liens	
JUSTICE MIGRATOIRE	5
Faire savoir, faire rencontrer, dénoncer, exiger, défendre	
JUSTICE CLIMATIQUE	6
Climate Justice now !	
JUSTICE SOCIALE	8
Logements, soins de santé, droits sociaux... pour toutes !	
DÉMOCRATIE	11
Pour un numérique non-contraint, inclusif et accessible	
NOS PRATIQUES EN TEMPS DE PANDÉMIE	14
S'adapter, innover Maintenir du débat citoyen	
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION	17
Faut-il se battre pour faire valoir ses droits sociaux ?	
PUBLICATIONS	18

NOS THÉMATIQUES D'ACTION

QUESTIONS DE CONSOMMATION

Toutes les questions qui touchent d'une part à l'égalité d'accès aux biens et services de telle sorte que tout un chacun puisse mener une existence conforme à la dignité humaine et participer pleinement à la vie en société ; d'autre part à la protection des consommateurs. On trouvera donc ici les travaux réalisés sur l'accès à l'énergie, à une alimentation saine à portée des petits budgets. Mais aussi l'analyse critique concernant le système agro-alimentaire et la grande distribution, les pratiques de crédit et de marketing ; les recherches en matière d'alternatives de consommation.

CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE

Cette thématique couvre d'une part, tout ce qui concerne l'observation du paysage politique, aux différents échelons, du local à l'international ; et d'autre part l'analyse et la promotion des dispositifs, des pratiques axées sur la participation citoyenne.

LE VIVRE ENSEMBLE

Cette thématique vise trois objectifs. Le premier concerne l'observation des rôles sociaux, en particulier leur déclinaison dans les relations familiales, et de quartier. Le deuxième objectif cible la lutte contre les pratiques discriminantes dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations : étrangers, jeunes, seniors, malades... Le troisième objectif consiste en la promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent le vivre ensemble.

EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET SERVICES COLLECTIFS

Cette thématique vise à la fois les politiques d'emploi et toutes celles qui en découlent, par le biais des cotisations sociales et de l'impôt : mécanismes de protection sociale et services collectifs. Dans cette approche, on rassemble l'observation des politiques d'emploi et l'évolution du monde du travail, mais aussi les politiques vis-à-vis du droit au chômage, aux soins de santé, l'avenir des pensions ; les services publics et les politiques de libéralisation et/ou privatisation de la poste, du chemin de fer, de l'énergie...

PAUVRETÉ ET EXCLUSION

Cette thématique porte, comme l'indique son nom, un regard critique sur l'observation des facteurs d'appauvrissement et d'exclusion. Mais nous avons également choisi d'inscrire dans cette thématique le travail considérable accompli au sein du Mouvement touchant à un droit essentiel pour les populations, celui de vivre dans un logement décent, financièrement accessible. Un droit de plus en plus difficile à concrétiser pour un nombre croissant de personnes.

MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, MODÈLES DE SOCIÉTÉ

Toutes les questions, analyses, expériences qui interrogent le modèle capitaliste actuel, ses acteurs, ses dirigeants, ses impasses et ses dérives inégalitaires. Elle comprend aussi le chantier sur la recherche, des principes, des conditions et des critères qui peuvent aider à définir les contours d'un modèle de société plus juste, plus solidaire et plus responsable vis-à-vis des ressources de la planète.

2021, une année bouleversante Construire de la confiance, du collectif ; raccommorder les liens

2021 aura été une année d'actualités lourdes : une crise sanitaire, des changements permanents des règles sanitaires, un sentiment de colère envers les décisions politiques, des inondations catastrophiques avec des conséquences dramatiques pour de nombreux ménages qui ont rappelé notre vulnérabilité face au changement climatique ; une grève de la faim par les sans-papiers qui se soldera par un accord insuffisant qui ne donne même pas la garantie de papiers. Ces trois actualités bouleversantes nous ont amené des questions de fond importantes.



Rencontre citoyenne du 9 octobre 2021

Notre mouvement a vécu une perte de repères. Des détresses très urgentes sont apparues. Des incompréhensions vont apparaître au sein de notre public ne comprenant pas que les Equipes Populaires ne réagissent pas publiquement ou n'organisent pas une grande opération de solidarité. Certes, des solidarités vont s'organiser avec les sinistrés ou avec les sans-papiers grévistes de la faim mais certains auraient espéré plus.

Notre public et nous-mêmes, parfois observateurs, parfois victimes de cette actualité, étions tentés de vouloir des changements rapides, et de nous dire que les gens ont besoin d'aide directe, matérielle, pas d'éducation permanente. On avait envie que les choses soient résolues de suite. Or l'éducation permanente est lente, locale, se fait avec essais/erreurs. Difficile de donner place à l'éducation permanente quand l'urgence sociale est à son comble et que les personnes sont en situation de vulnérabilité totale et en attente directe d'aide concrète.

Quel rôle peut-on jouer dans cette actualité ? C'est en se posant cette question que nous avons tenté de reprendre des activités après les mois d'été 2021.

Face à cette question, nous avons redit notre souci de travailler avec la démocratie, de **construire la confiance** entre les groupes, pour coaliser et construire un avenir commun. Même si c'est lent, local, notre rôle est plus que jamais de **construire du collectif**, du sens, du tricot... C'est dans ce sens-là que l'on peut parler de reprise. **Raccommorder les liens**, avec deux forces : celle de nos valeurs, et celle de nos moyens comme « Voir-Juger-Agir » et nos actions de proximité. Dans cet objectif de reprendre, de raccommorder les liens, dès que nous en avons eu l'autorisation, nous avons organisé une **rencontre citoyenne** de « retrouvailles » placée sous le signe de la convivialité. Cette rencontre citoyenne a été l'occasion de nous plonger dans quelques moments d'actualité à travers quelques petites vidéos et articles de presse pour observer comment ceux-ci résonnaient en nous et comment ceux-ci venaient renforcer notre volonté de justice. La parole a été donnée aux militants qui ont exprimé une série de réalités concrètes en lien avec les points d'actualité. L'assemblée a également pointé des attentions fondamentales à avoir qui doivent être prioritaires dans tout choix politique comme le fait que : les plus pauvres ne peuvent pas être les laissés-pour-compte du changement climatique, les migrants ne peuvent pas être les victimes du racisme et du repli sur soi, la démocratie ne peut pas se limiter à un bulletin de vote dans une urne et les élus politiques doivent être plus à l'écoute des citoyens et des corps intermédiaires. Ces points d'attention fondamentaux viennent appuyer notre volonté de **justice sociale, climatique, migratoire**, ainsi que notre souci de **démocratie**. Comme en 2020, c'est à partir de ces préoccupations fondamentales que nous proposons de structurer la présentation des activités menées en 2021. Nous terminerons par une présentation des activités qui ont été développées pour faire face au contexte de la pandémie et pour répondre aux besoins des gens.

Faire savoir, faire rencontrer, dénoncer, exiger, défendre

Nous entendons la justice migratoire comme le droit fondamental pour les êtres humains de migrer en vue de rencontrer les conditions d'existence pour vivre dignement. Cet enjeu, international par nature, s'incarne toutefois très concrètement dans des réalités locales qui touchent de près notre mouvement.



Manifestation pour la régularisation des sans-papiers

Ainsi, notre régionale de Verviers est impliquée depuis plusieurs années dans un **collectif citoyen de soutien au groupe de la Voix des Sans-Papiers**. Ce collectif accompagne les personnes pour les outiller dans leurs combats, pour favoriser leur expression et la compréhension mutuelle des enjeux liés à la migration et à l'accueil. En 2021, une soirée-débat a été organisée sur le parcours des immigrés avec le témoignage de deux personnes immigrées, l'une arrivée récemment en Belgique et l'autre étant installée depuis longtemps dans notre pays, suivi de la projection du documentaire « Dis papa, quel jour ça ira pour les papiers ? » mettant en évidence les difficultés de vie des familles sans papiers.

À Nivelles, c'est au sein de la plateforme « **Nivelles Commune Hospitalière** » que des militants des Equipes Populaires s'impliquent, notamment dans l'animation de tables de conversation intitulées « **La Causette** ». La pandémie a par ailleurs obligé la plateforme à réagir face à l'urgence de trouver des logements pour réfugiés. Un hébergement collectif sera organisé. La régionale du Brabant wallon est par ailleurs active au sein de la plateforme « **Commune hospitalière en BW** » au sein de laquelle une proposition de motion a été proposée et adoptée par le conseil provincial. Une collaboration avec *Télévision du monde* aboutira à la réalisation de deux documentaires présentant les différents collectifs actifs au sein de la province. Et enfin, grâce à cette plateforme, plusieurs membres de divers collectifs « commune hospitalière », ont fait le tour du BW et se sont arrêtés dans 7 communes pour inviter élus et citoyens à signer la pétition pour obtenir des critères clairs et permanents pour la régularisation des sans-papiers dans le cadre de la campagne « **We are Belgium too** ». La régionale du BW a aussi participé à l'événement multiculturel « **Le monde de Nivelles** » où le groupe « divertisseurs » a proposé une animation à partir d'une mapemonde qui proposait au public de visibiliser les liens qu'il entretenait avec d'autres parties du globe.

Dans la régionale du Luxembourg, la venue de la marionnette géante « little Amal » a été l'occasion de mettre le focus sur la réalité de vie des personnes migrantes. Le groupe AID de Bastogne a mené tout un travail sur le « **parcours d'exil** ». La régionale participera aussi à une **action de commémoration** internationale des victimes et disparus en mer et aux frontières devant la gare de Libramont. L'action sera ensuite débattue dans différents groupes locaux.

A Verviers, un **atelier de peinture** aide à la libération de la parole à travers la création artistique et permet surtout la rencontre de personnes aux parcours multiples : personnes sans papiers, belges... Cet atelier permet de faire tomber les préjugés par la rencontre de l'autre. Tout comme la nouvelle création de **théâtre-action** « **Najbaroj** »

(« voisin » en espéranto) sur le thème des préjugés dont nous sommes tous à la fois auteurs et victimes. C'est un autre angle d'approche fondamental qui continue à être développé dans notre mouvement : la lutte contre les préjugés et stéréotypes. C'est aussi l'objectif du projet « **face B** » (Verviers) qui va un cran plus loin en démontant le mécanisme de racisme structurel qui sous-tend notre société et continue à justifier des discriminations.



Pour une régularisation des sans-papiers (Verviers)

Climate justice now !

L'actualité nous a rappelé une dure réalité. Les causes et conséquences des inondations catastrophiques de mi-juillet ont laissé place à l'incompréhension et la colère mais aussi à la solidarité bien sûr. Ces inondations nous démontrent à quel point l'urgence climatique se pose sans délais. La lenteur des décisions politiques pour y faire face se heurte à la violence des effets directs du changement climatique sur les populations.



Inondations : des milliers de personnes sinistrées

De nombreux groupes (Liège centre, Laveu, l'Espace 23...) se sont interrogés sur les responsabilités multiples de ces **inondations**. Les contradictions et tensions se manifestent de plus en plus en termes de choix de société. D'un côté les inondations nous laissent penser que des choix pour l'avenir vont se faire en prenant en compte l'urgence de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre et de changer de modèle de société, de l'autre se poursuivent des projets comme le développement de l'aéroport de Bierset ou encore la bétonisation accrue de nos villes. La **lutte des territoires** entre la volonté de préserver des espaces verts et la biodiversité et la volonté de poursuivre des projets de construction de logement ou d'extension de zones industrielles ou commerciales sera un enjeu de plus en plus prégnant à l'avenir. Ce débat a notamment été initié par la régionale de Bruxelles à partir du film « Remuer la terre, c'est remuer les consciences ». La régionale de Liège-Huy-Waremme a, pour sa part, commencé à explorer la thématique du **vivant** qui vise à interroger notre relation avec la nature dont l'être humain fait partie intégrante en organisant une balade exploratoire et une soirée-débat autour du documentaire « Becoming animal ». Ces réflexions rejoignent la volonté de changer de paradigme et de penser l'avenir en termes de **biens communs** à préserver comme l'a exprimé le groupe de Liège centre notamment.

Le vivant, c'est quoi ? (Liège)



La justice climatique, c'est pour nous répondre aux urgences climatiques (et environnementales au sens large) de façon juste en y intégrant la lutte contre les inégalités, tant entre pays du Nord et du Sud, qu'au sein des différents groupes sociaux des pays occidentaux. Cela signifie, pour notre mouvement ancré dans les milieux populaires, l'exigence d'**impliquer tout le monde** dans la recherche d'alternatives et de solutions, y compris les personnes les plus précarisées, et en interrogeant l'accessibilité de ces alternatives.



Des citoyens en toges pour défendre l'Affaire climat (Malmédy)

Transition, changement de modèle et « faire soi-même »

A Philippeville, le groupe « Vivre la transition » a organisé plusieurs moments de rencontres et réflexions sur l'alimentation durable et de qualité. Le groupe a également organisé l'action publique « Avocats pour le climat » qui a rassemblé plus de cent personnes (« une première pour Philippeville ! ») et un bus a été affrété pour participer collectivement à la marche pour le climat à Bruxelles. A Natoye, c'est la notion de **gratuité** qui guidera le groupe dans ses réflexions et ses activités.

La régionale de Verviers s'est mobilisée pour questionner l'avenir du **nucléaire** en Belgique en participant à une action de sensibilisation « **Les oiseaux pour la paix** » et à une commémoration de la catastrophe de Tchernobyl. Un **midiciné** organisé à Liège a interrogé l'avenir des armes nucléaires.

Le **repair café** de Florennes est l'occasion d'organiser des moments de débat sur des questions comme la publicité ou l'obsolescence programmée. Pareil pour le repair café ou le magasin de seconde main de Baudour géré entièrement par des bénévoles, qui sont aussi l'occasion de lutter contre le gaspillage mais surtout une occasion de rencontrer des familles du quartier.

Le projet **autre table** de Court-Saint-Etienne a exploré les questions de transition, de militance et de résilience à partir de l'analyse de Rob Hopkins, des enjeux de la COP 26 et d'une activité d'écriture collective de vœux.

A Verviers, une **conférence gesticulée sur le thème du zéro déchet** a été écrite et un **freego solidaire** a été organisé, visant à répondre aux besoins de plus en plus criants de la population qui se précarise. Des rencontres sont organisées entre donateurs et bénéficiaires.



Echange de bouteilles et semis (Bruxelles)

Les **potagers collectifs et solidaires** d'Anderlecht, de Dampremy (« labo denrées et moi »), de Baudour (Solidarcités), de Verviers (Permacity) viennent interroger notre rapport à la consommation, à la grande distribution et à la surproduction. Dans des cadres très urbains, récupérer de manière collective un bout de terre est précieux. Ainsi sur le terrain d'Aumale à Bruxelles une réflexion sur la biodiversité s'est faite à partir d'un repérage des plantes présentes sur le site. Ce sont à chaque fois des occasions de rencontre et de questionnement comme à Aumale où une soirée-débat a porté sur les éventuels conflits d'intérêts qui peuvent naître de projets d'appropriation d'espaces publics, entre les enjeux sociaux (droit au logement) et environnementaux (protection de la biodiversité, souveraineté alimentaire...). A Rebecq, des citoyens sont allés à la rencontre d'un producteur bio pour découvrir sa réalité de vie et se questionner sur le sens de la production bio.

Les différents ateliers conso et école conso (ateliers de Verlaine, d'Othée, école de Quaregnon, groupe de Seraing, atelier de Fernelmont) et les ateliers menés avec les AID de Tubize et de Bastogne sont des lieux où on réfléchit à l'impact de la publicité sur notre consommation, aux méthodes de production alimentaire, à l'impact des produits d'entretien sur l'environnement et où on explore d'autres manières de faire comme la cuisine à base de protéines végétales ou encore les recettes de produits d'entretien maison... Les AID de Bastogne ont également réalisé de courtes vidéos sur la question de la consommation en y dénonçant les pratiques de marketing développées par la grande distribution. La régionale de Liège-Huy-Waremme s'investit dans les **festivals Alimenterre** ou **Nourrir Liège**, qui visent à porter sur l'espace public la question de l'alimentation saine et locale pour tous ou encore le droit à la souveraineté alimentaire.



Nourrir Liège, festival de la transition alimentaire

Le **groupe mobilité** de Court-Saint-Etienne a poursuivi sa récolte de signatures pour enrichir sa pétition de demande de reconnaissance d'une zone 30. Une rencontre a pu avoir lieu avec l'échevine de la mobilité (en visio) et une action « porteur de paroles » a permis de récolter l'avis des habitants lors de la journée de la mobilité. Tout comme **l'Alliance citoyenne** de Châtelineau qui a multiplié les contacts de porte à porte, organisé une assemblée des habitants et une rencontre avec les services de police et le bourgmestre pour faire avancer le dossier de problème de vitesse dans les rues du quartier.



Action pour une mobilité durable (Brabant wallon)

Le **groupe débat d'actualité** de Charleroi a, quant à lui, interrogé la possibilité de la gratuité des transports en commun. En termes de mobilité encore, un **midiciné** de Liège a porté un regard critique sur l'omniprésence de la **voiture**, ainsi que sur la voiture électrique et ses impacts sur l'environnement. Un autre **midiciné** a questionné l'extension de **l'aéroport de Bierset**, ainsi que l'arrivée de l'entreprise chinoise Alibaba. Tout comme une soirée-débat à laquelle le groupe d'Assesse a participé.

Logements, soins de santé, droits sociaux... pour toutes !

« La justice sociale est particulièrement mise à mal lorsque des bénéficiaires d'allocations sociales, déjà fragilisés par leur situation, sont confrontés à des manquements de l'administration qui les empêchent d'avoir recours à leurs droits les plus élémentaires. »

La justice sociale est le socle des deux autres justices. Elle irrigue l'ensemble de nos préoccupations en tant qu'acteur d'éducation permanente. Elle touche plus généralement à la question de l'égalité d'accès aux droits et inévitablement aux mécanismes de redistribution de richesse que sont la sécurité sociale et l'impôt. La pandémie nous a rappelé une fois encore le rôle fondamental de la sécurité sociale comme correcteur des inégalités.



Action symbolique en faveur de la sécurité sociale (Liège)



Action symbolique pour la sécurité sociale (Bastogne)

La régionale du Luxembourg a décidé d'interroger les citoyens sur leur perception et connaissance de la **sécurité sociale**. Plusieurs groupes (Seraing, Remobilisation d'Anderlecht, Assesse...) ont redécouvert le fonctionnement et les composantes de la sécu.

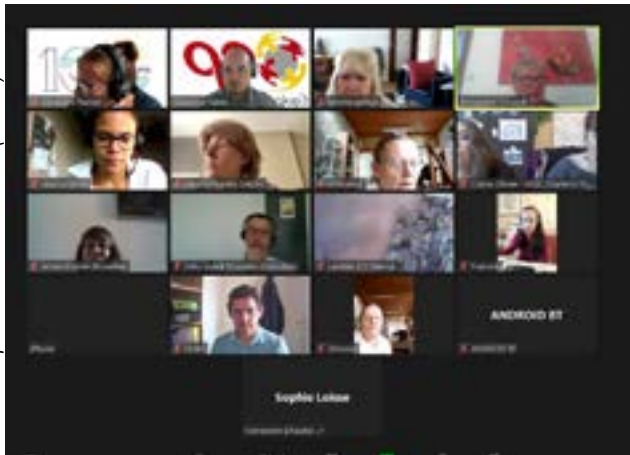
L'**accès aux soins de santé** a été questionné à plusieurs endroits, suite notamment à la situation des hôpitaux pendant la pandémie, au manque de reconnaissance dont souffre le personnel infirmier et à la question de l'accès au vaccin pour tous. Ainsi les groupes de Seraing, d'Othée ont analysé les déterminants de la santé et porté un

regard sur le définancement du secteur des soins de santé au fil des années. Les groupes d'Othée et de Verlaine ont également exploré les moyens alternatifs pour stimuler son immunité, gage de meilleure protection contre les pandémies (plantes, huiles essentielles...).

Le groupe de Liège centre, suite à une réflexion sur la notion de biens communs, aboutit à la conclusion de la nécessité de republicisation des firmes pharmaceutiques. Le groupe de Jumet s'interroge aussi sur le rôle et le pouvoir des firmes pharmaceutiques. La régionale du Brabant wallon a préparé une débatlade sur le thème de la justice sociale tout comme la régionale de Liège-Huy-Waremme qui a privilégié l'angle d'approche des soins de santé et a également participé à une action symbolique ayant pour objectif de dénoncer la marchandisation des soins de santé.

La justice sociale est particulièrement mise à mal lorsque des bénéficiaires d'allocations sociales, déjà fragilisés par leur situation, sont confrontés à des manquements de l'administration qui les empêchent d'avoir recours à leurs droits les plus élémentaires. Ces situations de **non-effectivité aux droits** sont en augmentation. C'est ce que nous avons pu observer pendant la pandémie. La régionale de Namur a relevé le défi d'organiser des ateliers « **CPAS, ne laisse pas**

« Ne laisse pas tomber tes droits » (Namur)



tomber tes droits » pendant la pandémie (en visio). Accompagnés par une personne de l'ADAS (association de défense des allocataires sociaux), ces ateliers ont permis de relever une série d'enjeux et de dysfonctionnements qui serviront à la rédaction future d'un cahier de revendications à destination des CPAS.

Ce thème sera plébiscité par nos militants pour en faire un thème de campagne de sensibilisation en 2022 (voir page 17). La campagne portera le titre de « faut-il se battre pour faire valoir ses droits ? » et démarrera avec un appel à témoignages lancé déjà fin 2021-début 2022.

La justice sociale s'incarne de façon particulièrement tangible chez nous dans **les enjeux liés au logement**, qui demeurent une préoccupation importante dans notre mouvement. Et ceci, tant en milieu urbain que dans des territoires ruraux.

A Bruxelles, le combat pour le droit au logement est devenu le cheval de bataille tant les difficultés d'accès et de maintien dans un logement digne à prix décent se compliquent avec les années. Cet enjeu est travaillé à travers l'action du :

- Collectif **Droit à un toit** qui met en avant la nécessité de penser la problématique du sans-abrisme non comme un problème de santé publique, mais bien comme un problème de logement et a, pour ce faire, mené une action symbolique : le mariage entre le cabinet Maron (Social santé) et le cabinet Ben Hamou (Logement) dans un des hôtels concernés par la fermeture (l'hôtel Belvue) ;
- **Front anti-expulsions** qui organise des permanences collectives au plein centre de Bruxelles où sont discutées les situations d'expulsion ;
- Collectif **Action logement Bruxelles** : formé pendant le premier confinement, son objectif est de faire vivre le plus possible la question de la baisse des loyers à travers notamment l'organisation d'assemblées ouvertes ;
- **D'assemblées de locataires** comme à Auderghem ou encore à Jette ;



Des permanences contre l'expulsion (Bruxelles)

Ciné-débat « Quels logements sociaux voulons-nous pour demain ? » (Bruxelles)



- **Front rendre visible l'invisible** qui porte l'organisation du 17 octobre (journée mondiale du refus de la misère) et qui a décidé d'interroger le concept de révolution ;
- De l'organisation d'événements comme des cafés logement à Laeken, la diffusion de la **conférence gesticulée** « J'habite, tu habites, ils spéculent », une soirée-débat sur les leviers d'action à disposition des habitants de logements sociaux, le « **housing action day** »...

A Malmedy, les **colibris du logement** ont pu jouer à nouveau leur spectacle de théâtre-action « Que serais-je sans toit ? »



Housing action day (Bruxelles)



Défis logement (Florennes)

A Florennes, la journée « **Défis logement** » a rassemblé des dizaines d'élus communaux pour réfléchir aux leviers communaux pour une politique de logement constructive. Les **ateliers question logement** de Philippeville et Viroinval poursuivent leurs activités et réfléchissent à la possible constitution d'une association de promotion du logement. A Rochefort, le festival de théâtre-action « **On n'est pas tout seul** » est organisé autour de la journée du 17 octobre et a pour objectif de donner la parole aux personnes qui vivent au quotidien des situations de pauvreté.

Dans le Brabant wallon, la question de l'accès au logement se pose également mais la réflexion porte plus sur l'habitat léger et sa reconnaissance. La régionale participe au **collectif Halé Brawa** qui veille à garder les différents courants de l'habitat léger dans une unité. En effet, l'habitat léger concerne autant les habitants permanents des zones de loisirs, les personnes désireuses d'un autre modèle de société, que les gens du voyage. A Ottignies, un projet avec les habitants de logements sociaux du quartier du **Buston** vise à leur permettre d'exprimer leurs visions du quartier, pour proposer des améliorations et interpeller les pouvoirs politiques à ce sujet.

De manière plus générale, la question des inégalités et de la **fiscalité** a été travaillée par le groupe de Flémalle (à partir de l'observation du nouveau tourisme spatial). « *Comment avons-nous pu laisser quelques individus devenir aussi scandaleusement riches ?* », telle est la réflexion du groupe qui dénonce les mécanismes d'optimisation et d'évasion fiscale dont usent les plus riches de la planète. Le groupe de Wanfercée-Baulet s'est aussi interrogé sur la capacité et surtout l'indécence d'accumuler autant de richesses. Les réflexions menées par le groupe de Nivelles l'ont mené à rencontrer Philippe Defeyt pour découvrir la notion de revenu de base (universel). Le groupe théâtre de Cuesmes a décortiqué les mécanismes d'austérité à travers son spectacle « **Bienvenue en absurdie** », spectacle qui a été joué à Dison et à Houyet.

Enfin nombre de nos militants s'interrogent sur le coût de la crise sanitaire (soutien aux ménages, aux commerçants, aux indépendants, achat des vaccins...) et sur leur avenir. C'est pourquoi un **débat de Contrastes** sera organisé sur le thème « **Comment payer la dette ?** » (en visio). Ce débat nous mènera vers des questions de fiscalité plus juste.



Pour un numérique non-contraint, inclusif et accessible

« La numérisation de la démocratie porte avec elle une série d'enjeux en tension les uns avec les autres : d'une part, la préoccupation d'inclusion des publics peu familiarisés au numérique à travers des objectifs d'alphabétisation numérique ; d'autre part, le souci de dénoncer les dérives de ce tout-aunumérique et les ravages des réseaux sociaux en matière de rapport à l'information, à la vérité et de relations humaines. Cette tension n'est pas une contradiction : on ne peut adopter un regard critique sur les choses qu'en y étant immergés, qu'en les pratiquant, qu'en partageant des évolutions de société, que cela nous plaise ou non. »



Quand des demandeurs d'emploi créent une histoire digitale collective... (Tournai)

Bien avant même que le confinement ne nous force à une appropriation accélérée des outils numériques, nous avons commencé à développer une action concernant cet enjeu incontournable, avec les nombreux ateliers d'histoires digitales initiés puis développés dans notre mouvement depuis cinq ans, ateliers qui permettent aux participants de combiner une démarche de libération de parole (se raconter) avec une appropriation d'outils numériques de base (quelques logiciels libres). En 2021, en raison du contexte, aucun atelier n'a été programmé. Nous relancerons la dynamique des histoires digitales dès que cela sera possible, en ayant l'attention de former les nouveaux travailleurs de l'équipe à cette technique.



S'informer des pièges d'internet pour ne plus jamais se faire plumer (Othée)

Autre angle d'approche du numérique qui prend de l'importance dans nos groupes locaux : la critique du fonctionnement même des plateformes numériques et de l'Internet, en droite ligne d'une campagne de sensibilisation organisée en 2018 par les Equipes Populaires. Comment sont utilisées nos données ? Quels impôts (ne) paient (pas) les GAFA ? Peut-on fonctionner avec d'autres logiciels ? Comment diminuer les traces qu'on abandonne aux géants du numérique ? Notre régionale liégeoise continue à organiser **des ateliers d'autodéfense numérique** qu'elle organise entre autres sur les campus étudiants (et qui ont été adaptés en visioconférence). Le groupe **Remobilisation d'Anderlecht** s'est également intéressé à la question des Gafam et à la protection

des données. La régionale de Charleroi-Thuin a développé des **ateliers smartphone** dans les groupes de Wanfercée-Baulet, Dampremy et Marchienne qui interrogent la protection des données personnelles. Qui dit digitalisation accrue dit risque accru d'escroquerie. L'atelier d'Othée a souhaité découvrir comment déceler les tentatives de fraude et comment réagir lorsque l'on est victime d'une fraude comme le phishing. Surfer couvert c'est aussi surfer de manière plus sécurisée. L'arpentage du livre « **La société du sans contact** » de François Satiel organisé par la régionale de Liège-Huy-Waremme est également venu interroger tous ces aspects.

Enfin, il va sans dire que l'augmentation des pratiques numériques due aux confinements a encore accru la réflexivité de notre mouvement sur la fracture numérique, la circulation de l'information et les types de liens induits par les réseaux sociaux. La question qui nous préoccupe de plus en plus est celle de l'accès à l'information et aux droits sociaux, rendu de plus en plus compliqué avec la digitalisation accrue des services administratifs et autres provoquée par la pandémie. Cette digitalisation accrue provoque des situations de non-recours aux droits que nous ne manquerons pas d'interroger lors de notre future campagne de sensibilisation. Par ailleurs fin 2021, nous avons consacré un numéro de notre revue Contrastes au thème « **Digitalisation : la nouvelle fracture sociale** » et avons prévu d'organiser un débat sur ce thème début 2022.

« **Nous ne sommes plus en démocratie ! ?** »

Notre campagne de sensibilisation en 2019 portait sur le populisme. Depuis lors le contexte anxiogène lié à la crise sanitaire n'a fait que renforcer les propos populistes. « *Nous ne sommes plus en démocratie* » est une phrase que nous avons entendue maintes fois dans les conversations privées, dans les débats publics et sur les réseaux sociaux. La défiance envers nos institutions ne cesse de croître. À côté de la montée des populismes se développe de plus en plus le phénomène du complotisme. Pour certains, le grand complot est partout... et la crise du Covid-19 a accentué ce phénomène. La montée du complotisme est révélatrice d'un dysfonctionnement de la société et d'une perte totale de repères pour « faire société », ce qui doit nous amener à nous questionner sur le rôle de l'éducation permanente. Un public qui refuse de plus en plus la complexité du monde et la critique constructive proposée par l'éducation permanente, mais qui se laisse davantage tenter/berner/enfermer dans des discours simplistes et des certitudes forcément plus confortables, surtout dans le climat incertain et anxiogène que nous connaissons pour l'instant. C'est pourquoi nous avons organisé un **débat de Contrastes** sur le thème « **Complotisme et éducation permanente** » à partir de la question suivante : « Les attitudes complotistes ont-elles des points communs avec la démarche d'éducation permanente (esprit critique, adversaires communs par exemple) ? ».

Le contexte de la pandémie, les mesures de privation de liberté, l'imposition d'un CST ont provoqué un questionnement d'autant plus important sur le fonctionnement de notre démocratie. Nombre de nos groupes se sont interrogés sur la notion de liberté. Où ma liberté s'arrête-t-elle ? Le CST a créé des incompréhensions fortes et des tensions entre les personnes. Cela a préoccupé de nombreux groupes dont ceux de Wanfercée-Baulet, de Pâturages, de Jemappes, de Baudour centre ou l'école conso de Quaregnon. À Seraing, les participants au **Dialogue en humanité** ont été invités à partager leur représentation de la démocratie. L'AID La Trêve de Bastogne a également réalisé de courtes **vidéos** sur l'impact de la crise sanitaire sur les libertés.

À Nivelles un **café citoyen** a permis de s'interroger sur la façon de refaire société avec la Covid qui met nos liens à distance » avec l'apport du sociologue Abraham Franssen.



Café citoyen : retisser nos liens sociaux (Nivelles)

Dans la régionale de Namur, c'est par le théâtre-action et la pièce « **L'effet paillason** » que nos libertés et notre démocratie sont questionnées. Une nouvelle création « La brigade d'intervention du bonheur » est née pendant la crise sanitaire dans l'objectif de redonner espoir aux gens, de les faire sourire et recréer tout doucement les liens sociaux si distendus.

Comprendre le fonctionnement de notre démocratie et la faire vivre au quotidien est aussi une préoccupation permanente au sein de notre mouvement. A Verviers, un **groupe politique** rassemble des citoyens soucieux de s'exprimer par rapport aux interminables crises politiques verviétoises.



L'effet paillason

Dans la régionale du Hainaut centre, des animations ont permis de cerner le rôle du citoyen et de comprendre comment fonctionnent les élections. Par ailleurs le groupe de Baudour cités mène un travail de **veille politique**, se tenant informé des projets communaux et portant une attention particulière au lien entre monde associatif et monde politique.

Dans la régionale de Charleroi-Thuin, c'est à travers **les ateliers de conte** que se réfléchit la démocratie en abordant des thèmes comme le terrorisme ou le déterminisme.



Manifestation de soutien au peuple palestinien (Arlon)

La démocratie est également interrogée de manière plus large à travers un regard macro sur les droits humains dans différents pays notamment par le groupe de Comines-Warneton qui porte un soutien aux actions **d'Amnesty international**. La régionale du Luxembourg a aussi décidé d'apporter son soutien à une manifestation en faveur du droit des **Palestiniens**.

Le groupe de Flémalle a analysé la **tentative de coup d'état menée par Trump** lors de l'assaut du Capitole.

La régionale de Verviers a eu l'occasion de rencontrer une délégation du **peuple Sarayaku d'Equateur** qui se bat contre les compagnies pétrolières. Le groupe de Frameries suit depuis plusieurs années l'actualité du Guatemala à partir du contact avec un mouvement des jeunes, le **Mojoca**.



Rencontre : Equateur-Verviers, même combat

S'adapter, innover

Début 2021, nous étions de nouveau confinés. La fatigue et l'usure se faisaient sentir tant au sein de notre équipe de travailleurs qu'au sein de notre public. Notre action d'éducation permanente s'est déployée comme elle le pouvait, là où les règles sanitaires le permettaient, selon les besoins qui se faisaient sentir. Les innovations multiples initiées en 2020 se sont poursuivies. Voici, synthétiquement, quelques objectifs poursuivis par ces activités d'adaptation et d'invention.



Projet « Aumale vit » (Bruxelles)

Qui dit confinement, pense isolement... Au sein des diverses régionales du mouvement, le maintien du lien social est apparu comme un socle absolument crucial à préserver. Le monde médical et les autorités politiques ont largement mis en lumière les enjeux de santé mentale ou d'équilibre psychologique des populations, ainsi que les dangers que provoque l'épidémie en ce domaine. Nul doute que notre mouvement, comme l'ensemble du secteur associatif, joue un rôle important sur ce terrain. Mais – tout aussi fondamental – le **lien social est indispensable si l'on veut « faire société »**. Cela paraît évident : il ne peut y avoir de collectif si le lien social est détruit. Etre en relation avec d'autres, pouvoir communiquer, se sentir en solidarité, c'est essentiel si l'on veut être en mesure de penser la société ensemble, de créer ensemble, d'agir sur le monde qui nous entoure.

Le lien social : socle crucial du travail d'éducation permanente

Maintenir le lien, particulièrement en cette période, c'est se donner les moyens d'agir concrètement contre des situations de pauvreté dramatiques vécues par certains. C'est aussi **permettre de rendre visibles des témoignages**, des réflexions, des analyses, qui – regroupées – soulignent avec force le ressenti et les aspirations de toute une population. Et c'est bien de tout cela que les différentes régionales et de nombreux groupes du mouvement se sont emparés avec persévérance depuis le début de cette crise sanitaire.

Le téléphone, que l'on avait un peu tendance à délaisser pour lui préférer le mail, les messageries numériques ou autres réseaux sociaux, réoccupe une place centrale dans ce contexte d'absence de contacts physiques. Partout dans le mouvement, les permanents, les militants locaux prennent des nouvelles les uns des autres, se parlent, se soutiennent grâce au téléphone. Il maintient le maillage des relations et c'est essentiel ! Ça a été le cas par exemple pour les participants au projet Autre table de Court-Saint-Etienne. La régionale de Bruxelles a maintenu des permanences téléphoniques, au moment où les restrictions sanitaires empêchaient de se réunir en intérieur afin d'identifier des difficultés, des besoins de soutiens potentiels (autant en termes administratifs qu'accompagnement vers des services sociaux compétents) ou simplement pour prendre le temps d'échanger ensemble. Ces permanences ont permis d'identifier une grande difficulté face à la numérisation grandissante des démarches administratives.

Les régionales de Liège-Huy-Waremme et de Namur ont organisé conjointement pour leurs membres des **jeux en ligne** « Qui veut gagner un monde plus juste ? ».

A Anderlecht sur le terrain « d'Aumale vit », toute une série d'**activités** et de moments de rencontre **en extérieur** ont été organisés à destination des habitant.e.s du quartier : jeux en bois pour petits et grands, contes pour enfants, art de rue, hamac acrobatique... Autant d'occasions de se rassembler, échanger avec ses voisins, se réapproprier l'espace public le temps d'un après-midi.

La régionale de Namur a organisé des **visites à domicile** des membres des groupes de Philippeville, Florennes, Couvin, Fernelmont, Gedinne et Sombreffe.

Les groupes de l'école conso Quaregnon, de Jemappes, de Quaregnon, du groupe Réco de la régionale du Hainaut centre ont maintenu le lien entre leurs membres en échangeant du **courrier postal**.

Maintenir du débat citoyen

Lors du second confinement, dans la plupart des régionales on a observé une volonté très forte de maintenir de l'activité et des échanges malgré le contexte. Au-delà du lien, le désir de partager, de débattre, de confronter des points de vue était bien présent. À commencer par le besoin d'échanger au sujet des expériences de confinement elles-mêmes !



Une débat(l)ade... (Brabant wallon)

Des **balades en extérieur** ont été organisées pour permettre de se voir et de se parler. La régionale de Liège-Huy-Waremme a organisé plusieurs balades permettant de réunir des personnes des groupes de Verlaine, de Huy, du Laveu, de Liège et de l'Espace 23. Des balades ont eu lieu également du côté d'Arlon et de Libramont. Ce sont à chaque fois des moments de rencontres qui permettent la libération de la parole de personnes qui vivent souvent seules et avaient peu l'occasion de rencontrer d'autres personnes. L'école conso de Quaregnon s'est retrouvée dans un parc public pour faire un atelier d'écriture. Des « **débatlades** » ont été organisées autour de la déclaration gouvernementale par les régionales de Liège-Huy-Waremme et du Brabant wallon.

Parfois, ce qui se faisait en présentiel a pu être adapté en visioconférence. Ce fut le cas pour les groupes de Manage, La Louvière ou le groupe Philo et société de la régionale du Hainaut centre.

Le téléphone a permis à la régionale de Namur de transformer ses **ateliers Questions logement** de Florennes et Philippeville en permanence téléphonique.

Les **ateliers d'autodéfense numérique** de la régionale de Liège-Huy-Waremme ont été adaptés en visio avec le choix du logiciel libre de visioconférence bigbluebutton.

La **journée d'étude** « Même pas peur » a été organisée en partie en présentiel (petits groupes en région) et en partie en visioconférence. Elle avait pour objectif de présenter les résultats de notre recherche participative sur les peurs à notre public et de les confronter aux regards de sociologues, philosophes...

Notre mouvement a fait le choix de tester les **débats de Contrastes** « Complotisme et éducation permanente » et « Comment payer la dette ? » en **webinaire**. Nous observons que ces moments de débat organisés ont rencontré un franc succès et ont permis la participation d'un public plus conséquent que lorsque ceux-ci sont organisés en présentiel.

Dans d'autres situations, les visioconférences ont montré leurs limites. Certain.e.s participant.e.s les refusent, d'autres manifestent ouvertement qu'ils les supportent de moins en moins. Ces expériences charrient des questions pour l'avenir : parfois, c'est vraiment un outil utile, notamment pour limiter les déplacements. Mais la participation à une réunion ou à une discussion n'est pas la même en distanciel ou en présentiel : il s'agira donc d'apprendre à discerner les cas où une visio est appropriée et les cas où elle ne l'est pas du tout. Cette découverte massive des outils numériques pose les mêmes questionnements à tous les niveaux du mouvement, des groupes locaux aux instances de coordination en passant par les instances régionales...

Des applications comme **Messenger** ont permis à certains groupes de maintenir des moments d'échange et de débat comme pour le groupe AID la Trêve de Bastogne ou le groupe de Flémalle qui se connectait plus régulièrement (mais pour un moment plus court) pour discuter de l'actualité, des mesures sanitaires, de l'impact de la pandémie sur la santé mentale, du risque de burn out et des conséquences des inondations.

L'**arpentage de livres** (découvert pendant le premier confinement en 2020) s'est poursuivi dans la régionale de Liège-Huy-Waremme où le groupe Rencontres citoyennes a ainsi découvert le livre « **On a tous un ami noir** » de François Gemenne en visioconférence. Cet arpentage débouchera sur l'organisation d'une soirée-débat en présentiel rassemblant plus de 150 personnes. Le groupe de Comines-Warneton a travaillé la question de la solidarité notamment à partir d'un échange de **courrier postal**.

NOS PRATIQUES EN TEMPS DE PANDÉMIE

Recueillir des expressions citoyennes et occuper l'espace public

A la gare de Libramont, des rencontres spontanées avec les citoyens ont permis de récolter leurs paroles par le biais de petites capsules **vidéo** sur les nouveaux comportements induits par cette crise (alimentation, solidarité, initiative connue dans la région...).

A Arlon, la journée du **8 mars** a été l'occasion d'une **manifestation statique** avec comme slogan principal « **Marre d'être les roues de secours de l'Etat** ». L'objectif était de dénoncer le fait que la crise n'a fait qu'accentuer le déséquilibre dans l'égalité hommes/femmes.



En première ligne : une solidarité immédiate et concrète

A Charleroi, le projet Table d'autres n'ayant pu poursuivre ses activités pendant les premiers mois de l'année s'est transformé en **soupe populaire** distribuée dans les rues du centre-ville.

A Marche-en-Famenne, c'est une **récolte de protections hygiéniques** à l'accueil de différentes grandes surfaces qui va s'organiser afin de pouvoir les redistribuer à un public de femmes précarisées.

A Libramont, des **dons alimentaires et de vêtements** ont été récoltés et distribués avec un petit groupe de citoyens directement dans les petits camps installés dans la Province pour répondre à la peur de certains **réfugiés** de sortir de leur zone dans le contexte covid.

La régionale de Verviers a été inévitablement touchée de plein fouet par les inondations et la situation des sinistrés. Le groupe politique a décidé de partir à la rencontre des victimes pour les écouter et a ensuite participé à des manifestations pour réclamer plus d'aide (électricité gratuite) pour les personnes sinistrées.

Le projet de marches citoyennes préparé courant de l'année 2020 n'a pas pu se concrétiser et s'est très vite transformé en aide concrète directe aux victimes des inondations. Des **journées de chantier** ont été organisées pour aider les ateliers du prince à nettoyer, dégager leur espace ayant subi les inondations. La régionale de Verviers a aussi **mis à disposition du matériel de bureau** pour les asbl ou personnes qui souhaitaient un coup de main pour faire les démarches administratives nécessaires à la gestion de leur sinistre.



Chorale éphémère dans le quartier de Prés-Javais (Verviers)

Redonner de la joie, du courage, du sourire cela passe aussi par des moments simples de partage comme lors de la **chorale éphémère** organisée dans les rues de Verviers qui a redonné un instant le sourire aux gens. Une journée de rencontre placée sous le signe de la convivialité a été organisée dans un quartier sinistré (Prés-Javais) de la ville.

A Bruxelles, c'est une **aide aux sans-papiers grévistes de la faim** qui a été organisée par une présence à l'Église du Béguinage, avec un soutien logistique et matériel.

Ecouter les ressentis, laisser les colères s'exprimer

La crise sanitaire, les inondations et plus récemment la crise de l'énergie, avec en corollaire une pauvreté accrue surtout pour ceux et celles qui avaient déjà bien du mal de rester à flots sont des enjeux majeurs pour les années futures. Ces réalités nous ont plongés dans un contexte socio-économique fragile. Si l'on veut éviter l'aggravation des inégalités, l'exclusion, la montée des partis d'extrême droite aux discours faciles et démagogiques, il faut anticiper, permettre à chacun de participer au débat sans trop diviser nos publics. Nous poursuivrons nos efforts pour rassembler, renouer avec la solidarité, créer des espaces où chacun se sent libre d'exprimer son ressenti et ses opinions, pour construire de nouvelles dynamiques collectives. Nous continuerons à déconstruire les discours populistes et essaierons de redonner confiance aux citoyens en l'action collective.

La tâche paraît ardue mais ensemble nous nous y attèlerons. Nous commencerons en 2022 par une **tournee de visibilité** qui nous emmènera dans l'espace public à la rencontre des citoyens que nous prendrons le temps d'écouter. **Ecouter les ressentis, laisser les colères s'exprimer pour ensuite entamer le dialogue est la première étape de mise en action des individus.**

Faut-il se battre pour faire valoir ses droits sociaux ?

En raison du contexte sanitaire et des inondations catastrophiques de juillet 2021, de l'incertitude de la reprise en septembre 2021 pour de nombreux groupes et projets, de la nécessité de travailler à reconstruire des liens sociaux distendus, la décision a été prise de reporter la mise en œuvre concrète de la campagne en 2022.

Un appel à témoignages anonymes sera lancé fin 2021 - début 2022. La récolte de témoignages se poursuivra tout au long de l'année 2022. Un Contrastes spécial campagne sera édité dans le premier semestre de 2022.

La campagne se centrera sur le non-accès/non-recours aux droits avec une insistance mise sur le non-accès car celui-ci :

- Est vécu de manière plus violente que le non-recours ;
- S'est fortement accentué avec la crise sanitaire ;
- Permet d'interpeller les services sociaux/les administrations publiques sur leurs pratiques.





Après les bouleversements auxquels chacune et chacun a dû faire face en 2020, l'année 2021 a connu un retour lent à une certaine forme de normalité, malgré les soubresauts de la pandémie. Cette dernière continue d'alimenter le choix et le traitement de certaines analyses publiées cette année-là à l'image, par exemple, de la question de la numérisation de la société qui s'accélère et se généralise à la faveur des confinements ou des conséquences de la crise sanitaire sur le secteur touristique. Contrairement à 2020, de nombreuses publications n'avait pas de rapport avec la pandémie en 2021.

De manière générale, toutes les publications produites aux Equipes Populaires s'organisent autour de deux dynamiques : soit elles rendent compte du travail collectif effectué par le mouvement, les plateformes ou réseaux dont il fait partie ; soit les analyses sont envisagées comme du matériau pouvant servir de substrat pour provoquer ou élargir l'analyse et l'action du mouvement.

Les Equipes Populaires proposent trois collections de publications systématiques (Contrastes, Points de repères, Fourmilière). D'autres publications pédagogiques et didactiques peuvent être proposées en dehors de ces trois collections (outils pédagogiques, fiches d'animations, etc.). Cela n'a pas été le cas en 2021.

REVUE CONTRASTES

Contrastes est un périodique (bimestriel) à caractère pédagogique. Il est constitué de dossiers thématiques de vulgarisation des enjeux de société, pour lesquels une action collective s'impose.

Le dossier de Contrastes de février 2021 avait pour titre : « **Faire soi-même est-il un acte politique ?** » (Contrastes janvier-février 2021). Ce sujet s'est imposé à nous tant les ateliers dits « Do it yourself » foisonnent dans les régionales du mouvement (potagers collectifs, ateliers couture, repair cafés, etc.). Ces pratiques poursuivent des objectifs multiples : lutte contre le gaspillage, exercice de créativité, économies financières... Elles contribuent sans aucun doute au bien-être personnel mais aussi à la protection de l'environnement et au développement d'un modèle de société moins consumériste et plus soutenable. Pratiquées en groupe dans le cadre de l'éducation permanente, ces activités mettent en valeur les savoir-faire et permettent de questionner nos modes de production et de consommation, mais également d'exercer



une action collective transformatrice.

En avril 2021, le dossier de Contrastes revient sur les conséquences de la pandémie. En effet, il questionne la problématique du lien social. « **Les liens, pour prendre soin de soi et des autres** » (*Contrastes mars-avril 2021*) s'articule autour de l'idée que le lien social (au sens large du terme) constitue l'élément central de la construction identitaire et de la vie en société. Etre membre d'un groupe est constitutif de notre identité. Intermédiaires entre les individus et les institutions de pouvoir, les groupes jouent également un rôle essentiel en démocratie.

La publication de juin 2021 traite aussi d'une problématique engendrée par la crise sanitaire, mais propose de prendre un peu de hauteur par rapport au travail quotidien du mouvement. Ainsi, le dossier « **Tourisme : Le revers de la médaille** » (*Contrastes mai-juin 2021*) part du constat qu'avec l'Horeca et la culture, le secteur touristique est sans conteste un des plus frappés par la pandémie mondiale : environ 1.300 milliards de perte de chiffre d'affaires pour le secteur rien qu'en 2020, plus de 100 millions d'emplois menacés ou perdus, un impact catastrophique pour les pays du Sud dont nombre d'entre eux vivent principalement du tourisme. Par contre, l'environnement a bénéficié de cette pause touristique, lui qui souffre habituellement beaucoup des activités humaines liées au tourisme, notamment à cause de la pollution des avions. Un autre impact positif de la pandémie pourrait être le développement d'un tourisme alternatif loin des sentiers battus, moins destructeur de la planète, plus proche de la nature.

Les réflexions autour des conséquences de la pandémie de Covid-19 se poursuivent avec le dossier de Contrastes d'août 2021, intitulé « **Pandémie : Comment payer la dette ?** » (*Contrastes juillet-août 2021*). En effet, les dettes publiques qui ont explosé afin de faire face aux urgences liées à la crise sanitaire ont fait exploser les carcans budgétaires fixés notamment par l'UE, dans lesquels les Etats étaient engoncés. Les économistes et politiques de tous bords ainsi que les organisations de la société civile planchent sur des pistes de sortie de crise. Faut-il faire tourner la planche à billets, laisser filer l'inflation, revenir à l'austérité budgétaire, comme le suggèrent généralement les économistes « classiques » ? Ou plutôt annuler les dettes publiques, taxer les robots, les multinationales et les hauts patrimoines, revoir en profondeur le système fiscal, comme le suggèrent la plupart des personnes rencontrées dans le cadre de ce dossier ?

Le numéro d'octobre 2021 propose de sortir des réflexions liées à la crise sanitaire pour traiter une pro-

blématique essentielle dans notre société et pour notre mouvement, celle du racisme. Ainsi, le dossier « **Racistes malgré nous ? Comprendre et agir contre le racisme structurel** » (Contrastes septembre-octobre 2021) soutient que la colonisation entamée au 15^e siècle par les pays européens a marqué au fer rouge les relations entre les peuples et les continents. En effet, encore aujourd'hui, la colonisation des mentalités, des discours, de l'espace public se perpétue à cause d'un racisme structurel qui imprègne tous les domaines de la vie en société. Il influence également les paroles et les actes de tout un chacun au quotidien, y compris les nôtres.

Enfin, le dossier de Contrastes de décembre 2021 propose un temps de réflexion sur une thématique largement portée par les régionales du mouvement, depuis le début de la pandémie mais avant elle également. « **Digitalisation : la nouvelle fracture sociale** » (Contrastes novembre - décembre 2021) souligne l'inflation des difficultés rencontrées par chacune et chacun dans les démarches quotidiennes. En cause, la digitalisation galopante de tous les secteurs de la vie en société : à l'école, au travail, dans nos achats, dans nos contacts interpersonnels, dans nos rapports aux administrations publiques. La pandémie a donné un coup d'accélérateur à la digitalisation. Elle a dans le même temps contribué à creuser le fossé entre les personnes qui possèdent des compétences numériques et celles qui, même si elles possèdent une connexion internet, ont des difficultés à effectuer des démarches administratives essentielles pour maintenir ou accéder à leurs droits sociaux (chômage, CPAS, mutuelle, services communaux, etc.).

LES POINTS DE REPÈRES

Cette collection est réservée à la diffusion de nos études. Elle a pour objectif de donner des repères, de situer un enjeu dans son contexte et son histoire, d'en nommer les acteurs, d'en décrire les nœuds, d'en explorer les perspectives. Il s'agit donc d'une étude approfondie pensée comme repère pour l'action. En 2021, aucune étude n'a été publiée.

LE BULLETIN DE LIAISON LA FOURMILIÈRE

Certaines analyses et fiches d'animation sont publiées également dans La Fourmilière : il s'agit de notre bulletin de liaison, qui est inséré dans le bimestriel Contrastes. Nous profitons de ce support privilégié pour publier occasionnellement des analyses qui mettent en valeur le travail produit dans le mouvement et qui donnent à d'autres groupes le goût de l'action.



Toutes nos analyses et fiches d'animation sont disponibles sur notre site www.equipespopulaires.be
Retrouvez toutes les activités du mouvement dans **LA FOURMILIÈRE** (revue disponible au secrétariat), dans **Inter'action**, la proxiletter des EP (s'y inscrire sur notre site) et sur Facebook : www.facebook.com/equipespopulaires